



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-37

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 32
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

Présents : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjoints au Maire
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir Nathalie RIBEMONT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

La loi n°2023-567 du 7 juillet 2023 visant à favoriser l'accompagnement des couples confrontés à une interruption spontanée de grossesse dite fausse-couche, la loi n°023-622 du 19 juillet 2023 visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité et le décret n° 2023-825 du 25 août 2023 portant diverses dispositions relatives au congé de présence parentale et au congé de proche aidant dans la fonction publique comportent tous trois des mesures déclinant l'évolution des droits familiaux à la fonction publique :

- ✓ En cas d'interruption spontanée de grossesse, aucune journée de carence n'est appliquée au congé maladie lui faisant suite.
- ✓ Assouplissement des conditions de renouvellement du congé de présence parentale (non rémunéré) et des modalités de prise de congés possible désormais à la demie journée.
- ✓ Allongement de la durée des ASA :

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250707-2025-06-37-DE
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception préfecture : 07/07/2025

Motif	Nouvelles dispositions Nationales
Décès d'un enfant	12 jours ouvrables
Décès d'un enfant de moins de 25 ans	14 jours ouvrables + ASA complémentaire de 8 jours
Décès d'une personne à charge de moins de 25 ans	14 jours ouvrables + ASA complémentaire de 8 jours
Décès d'un enfant lui-même parent	14 jours ouvrables + ASA complémentaire de 8 jours

A noter que l'ASA complémentaire peut être fractionnée par demie journée et prise dans les 1 an après le décès.

VU le Code général de la fonction publique (articles L.622-1 à L.622-7)

VU le Code général des collectivités territoriales article L2123-2

VU la Circulaire NOR/FPPA/96/10038/C du 21 mars 1996

VU la Circulaire du 24 mars 2017 relative aux autorisations d'absence dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation (PMA)

VU la Circulaire du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique

VU la Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

VU la Loi n°2020-692 du 8 juin 2020 visant à améliorer les droits des travailleurs et l'accompagnement des familles après le décès d'un enfant,

VU la Loi n° 2023-622 du 19 juillet 2023 visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité venant modifier l'article L. 622-2 du CGFP.

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial du 18 juin 2025,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 : APPROUVER les nouvelles modalités des Autorisations Spéciales d'Absences sur ces points spécifiques :

Motif	Nouvelles dispositions
Décès d'un enfant	12 jours ouvrables
Décès d'un enfant de moins de 25 ans	14 jours ouvrables + ASA complémentaire de 8 jours
Décès d'une personne à charge de moins de 25 ans	14 jours ouvrables + ASA complémentaire de 8 jours
Décès d'un enfant lui-même parent	14 jours ouvrables + ASA complémentaire de 8 jours

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250707-2025-06-37-DE
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception préfecture : 07/07/2025

ARTICLE 2 : PRECISER que l'ASA complémentaire peut être fractionnée par demie journée et prise dans les 1 an après le décès.

ARTICLE 3 : PRELEVER les dépenses afférentes à cette délibération sur les crédits inscrits au Budget 2025.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant en France ou à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.